

# LA POLITIQUE MIGRATOIRE QUE NOUS VOULONS

ASSEMBLEE CITOYENNE DU 14 MARS 2017

- ✓ Introduction : regard sur les flux migratoires
  
- ✓ Stratégies de rupture en politique internationale
  - Sur le long terme : refonte des politiques et des législations
  - Court et moyen terme : rompre avec les agressions
  - Se donner les moyens de la rupture
  
- ✓ Organiser l'accueil immédiat
  - Regard sur les demandes
  - Le niveau européen
  - Le niveau national

# Regard sur les flux migratoires

- ✓ Trois grands types de flux
  - Migration politique due à l'oppression ou aux conflits
  - Migration économique à cause de destructions du secteur productif
  - Migration climatique en raison de la diminution de rendements agricoles
  
- ✓ Une grande diversité
  - Les flux sont essentiellement régionaux, très faibles en proportion vers l'Europe
  - Les flux sont mélangés, les motivations, les demandes et projets très divers
  - Origines principales vers la France : Proche et Moyen-Orient, Afrique subsaharienne, Maghreb, Europe
  
- => *Ne plus discriminer, prendre en compte les différences et agir selon deux axes***
  
- ✓ Organiser l'accueil des immigrants
  - Action immédiate au niveau national
  - Négociation au niveau européen et international
  
- ✓ Agir sur les causes des émigrations : rompre avec l'agression contre les peuples
  - Politique internationale
  - Plusieurs échelles de temps

# Impulser la refonte de la politique internationale

- ✓ Au niveau des structures internationales
  - Respecter et renforcer les engagements en termes de droits de l'homme
  - S'engager pour une réforme démocratique de l'ONU :
    - *redistribution du pouvoir avec suppression du Conseil de sécurité*
  - Sortir de l'OTAN et repenser le rôle de la défense nationale
  
- ✓ Dénoncer les traités néolibéraux
  - Sortir des traités de « libre-échange » TAFTA, CETA, TiSA, etc.
  - Dénoncer les traités bilatéraux qui déséquilibrent les relations entre peuples
  - Ne plus appliquer les traités européens qui imposent le pilotage par la finance
  - Exiger la transformation de la BCE au service des politiques publiques
  - Imposer le pilotage de l'économie et donc l'investissement par l'Etat

# Changer le fonctionnement de l'économie

- ✓ Inverser la logique impérialiste et sortir du néocolonialisme
  - Renégocier les termes de l'échange à différents niveaux (régional, bilatéral...)
  - Changer les alliances politiques pour mettre en place des projets de codéveloppement au service des peuples, et non pas à celui des transnationales « françaises »
  - Occuper les espaces abandonnés par les USA avec des propositions alternatives
  - Quitter le FMI, la BM et reposer les bases de l'OMC
  - S'opposer à toute solution de conflit par des « tribunaux » d'arbitrage privés
  - Repenser l'industrie d'armement en termes géopolitiques et de sécurité nationale
  
- ✓ Impulser des mesures sur le long terme
  - Augmentation générale du fret pour limiter les imports exports insensés
  - Prioriser la mobilité des personnes sur celle des marchandises
  - Intégrer la dimension du changement climatique dans des politiques de codéveloppement
  - Repenser la géopolitique des approvisionnements en pétrole (transition écologique)

# Propositions relatives à la politique migratoire

- ✓ Renforcer et mettre à jour le droit international
  - Signature et ratification de la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990)
  - Mise en place de mesures de protection internationale pour tous les réfugiés climatiques
  
- ✓ Se donner des moyens d'action nouveaux
  - Création d'une agence spécifique de l'ONU pour les migrations qui intègre le HCR
  - Création d'un organe de contrôle pour obliger au respect des textes internationaux en matière de droit d'asile sous peine de pénalités
  
- ✓ Etablir un dialogue entre pays d'origine, de transit et de destination des migrations
  - Promouvoir une réflexion globale sur les phénomènes migratoires
  - Parvenir à des accords d'organisation pour casser les barrières et rationaliser les échanges

# Rompres avec l'agression contre les peuples (1)

- ✓ S'engager dans la résolution du conflit palestinien
  - Reconnaître pleinement l'Etat palestinien
  - Retirer de la liste des organisations terroristes tous les interlocuteurs potentiels
  - Exiger le respect du droit international, prendre des sanctions face à toute violation
  - Exiger de l'UE l'engagement pour une solution politique
  
- ✓ Arrêter la « guerre contre le terrorisme »
  - Expliquer l'absurdité du propos et replacer le conflit à son niveau
  - Renouer toutes les relations diplomatiques nécessaires
  - Identifier les acteurs et rompre les accords privilégiés avec les régimes rétrogrades
  - Impulser des négociations avec tous les acteurs en proposant des solutions
  
- ✓ S'engager dans la résolution du conflit kurde
  - Enlever le PKK de la liste des organisations terroristes
  - Dénoncer et sanctionner la politique d'extermination du gouvernement turc
  - S'opposer à toute négociation d'intégration à l'Europe en situation de guerre interne
  - Parrainer une négociation entre les organisations kurdes et les quatre pays concernés

# Rompre avec l'agression contre les peuples (2)

## ✓ Gérer la question libyenne

- Assumer la responsabilité française dans la situation du pays
- Clarifier qui est qui et arrêter les interventions contradictoires
- Agir sur le marché du pétrole et le contrôle de la méditerranée
- Contribuer à gérer les flux de départ : structures, sécurité...

## ✓ Liquider la Françafrique

- Revoir toutes les alliances sur le continent et se désengager des réseaux mafieux
- Requalifier les régimes en place et nouer des alliances qui ouvrent l'espace politique
- Arrêter la stratégie de guerre larvée (conflit de basse intensité entretenu) et la combattre chez nos « alliés traditionnels »
- Initialiser une phase de codéveloppement

## ✓ Etc.

# Se donner les moyens de la rupture

- ✓ Réformer le MAE et l'inscrire au centre d'un réseau intelligent
  - Remettre le MAE au cœur de la politique étrangère et le corps diplomatique dans son rôle
  - Revoir son organisation avec de nouveaux moyens
  - Abandonner l'utilisation de pseudo-diplomates non représentatifs
  - Organiser un réseau d'échange et de collaboration avec tous les acteurs institutionnels (Secrétariat d'Etat, AFD...), culturels (AF, RFI, IRD...) et non gouvernementaux (ONG)
  
- ✓ Au niveau de la culture
  - Changer le discours, revisiter les concepts et intégrer la réalité migratoire
  - Mener une politique culturelle offensive et inclusive
  - Développer la francophonie sur la base de l'enrichissement mutuel
  - Repenser la politique de reconnaissances des diplômes et compétences
  - Supprimer les verrous aux échanges artistiques
  - Appuyer le codéveloppement culturel sur les nouvelles technologies ouvertes



# Regard sur les demandes des immigrants

- ✓ Les demandes immédiates sont de quatre ordres
  - L'acheminement vers une destination désirée/optimisée (avec apprentissage de langue)
  - La prise en charge médicale (éventuellement d'urgence)
  - Le logement avec regroupement familial
  - Le travail avec reconnaissance des compétences
  
- ✓ Deux leviers essentiels
  - La volonté de retour (si les conditions le permettent)
  - La diversité sociologique, avec un niveau de qualification au-dessus de la moyenne

## => Changer le regard sur l'immigré

- Un immigré est un citoyen du monde avec des droits et des devoirs
- Il a un projet de vie légitime et a vocation à participer à la société d'accueil
- Il doit être intégré dans les actions collectives et contribuer aux solutions

# Organiser l'accueil des immigrants (Europe)

- ✓ Agir sur la politique de l'UE
  - Imposer le respect du droit et des règles démocratiques à tous les gouvernements
  - Exiger l'annulation de la Déclaration UE-Turquie du 18/03/16
  - Exiger la suppression des accords de Dublin et des accords de réadmission
  - Exiger la refonte des contrôles aux frontières et du rôle de Frontex
  - Proposer une alternative de gestion concertée à long terme
  - Organiser la solidarité continentale avec les pays d'entrée massive
  - Développer des corridors humanitaires, d'accueil, de redirection, de reconduction
  - Prioriser la disparition des points d'accumulation aux frontières (Calais, Vintimille, Lampedusa, Grèce, Croatie, Macédoine...)
  
- ✓ Financer les solutions et non la répression
  - Mettre fin au détournement de l'aide publique au développement vers des programmes de financement de mesures de contrôle et répression
  - Réutiliser les crédits des politiques européennes sécuritaires vers des politiques d'accueil et d'intégration
  - Mettre fin à l'externalisation des politiques de contrôle et de répression

# Organiser l'accueil des immigrants (France)

## ✓ Actions immédiates

- Se désengager de la Déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016
- Ne pas appliquer le règlement Dublin et rouvrir les frontières
- Ne plus financer Frontex
- Dénoncer les accords de réadmission
- Dénoncer l'accord du Touquet avec le Royaume Uni
- Abandonner la politique de gouvernement par la peur et pour le tout sécuritaire

## ✓ Organiser les structures d'accueil

- Placer au centre la question de la démocratie et changer le discours
- Construire les solutions et les structures avec les immigrants
- Intégrer dans l'accueil un volet d'instruction civique et de formation professionnelle
- Respecter le droit d'aller-retour et d'installation (en tenant compte des conditions locales)
- Constituer un réseau d'acteurs et lui attribuer des moyens adaptés, coordonner les actions avec la diplomatie

# Propositions spécifiques

## ✓ Attribuer des droits aux immigrés

- Refonder la législation de l'immigration sur les principes de respect des personnes et de leurs droits définis dans la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants et de leur famille de 1990
- Garantir pleinement le droit d'asile et assurer les conditions de son exercice
- Accorder des droits politiques aux résidents étrangers
- Procéder à une régularisation exceptionnelle des étrangers en situation irrégulière sur la base de critères prenant en compte la situation familiale, la durée du séjour, l'âge d'entrée en France, le travail, la santé

## ✓ Changer la réglementation

- Remettre en cause les visas de court séjour
- Supprimer les centres de rétention et interdire l'enfermement des enfants et familles
- Abroger la double peine : supprimer l'interdiction de territoire qui accompagne un refus de titre de séjour
- Supprimer le délit de solidarité
- Réviser la politique de reconnaissance de diplômes et compétences